

En marge du programme du Gouvernement

Roger E. Khayat

[For English](#) [اللغة العربية](#)

Le Gouvernement présent offre la structure idéale pour une action en profondeur destinée à réformer le pays et à le remettre sur le chemin des valeurs de liberté et de dignité qui ont toujours caractérisé ses citoyens. Il réunit des compétences reconnues particulièrement motivées envers leur mission. Son premier objectif est de reconstruire les régions sinistrées sans distinction ni discrimination.

Le programme décrit les dérives libanaises par rapport aux normes d'un État moderne attaché aux valeurs humaines et aux libertés fondamentales. L'État doit retrouver au plus vite les caractéristiques d'un État souverain qui se respecte et respecte ses citoyens, protège son territoire, honore ses obligations, s'intègre aux pays Arabes et s'ouvre au monde.

La restructuration de l'administration publique est une nécessité pressante de même que pourvoir aux postes vacants. Redonner à l'éducation son lustre passé, créer une protection sociale couvrant l'ensemble des citoyens, améliorer le système de santé publique, assurer l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Sur le plan économique il s'agit de relancer la croissance en soutenant les secteurs productifs selon une stratégie qui consiste à : améliorer les infrastructures de transport, routes, ports, aéroports ; moderniser les télécoms ; promouvoir l'industrie et les exportations ; augmenter les terres cultivées et à moderniser les cultures ; protéger l'environnement et les ressources naturelles.

Il semble qu'il y ait trois conditions pour le succès de ce programme ; deux sont réalisées d'office :

(1) S'il y a un Gouvernement capable de réaliser ce programme c'est bien celui-là. Il n'est pas arrivé fortuitement comme on peut le croire ; ni par la pression étrangère comme beaucoup pensent ; mais par un phénomène bien connu en « gestion publique » qui s'inspire du jeu japonais « Othello » ou après une lutte acharnée l'un des adversaires tourne le jeu à son avantage et le tableau à forte majorité noire peut devenir d'un coup blanc.

(2) L'élection du Président du Conseil si elle doit exprimer quelque chose de concret c'est que la société libanaise, conventionnelle dans ses préférences, a dans sa majorité changé de cap. Il est

évident qu'il a fallu d'un catalyseur ; c'est le groupe de députés indépendants qui a joué ce rôle, amplifié par l'opposition, jusqu'à former le raz-de-marée qui a contredit tous les pronostics. Mais ce fut simplement « le désir devenu réalité »

(3) La troisième condition présume que la croissance soit au rendez-vous. C'est nécessaire mais insuffisant d'associer le secteur privé ; l'infrastructure est certes favorable au regain d'activité mais il faut la financer ; et ceci pose le problème de l'impôt et/ou de l'endettement. Or, dans la période d'après-crise toute majoration de l'imposition, surtout indirecte, aurait un effet dévastateur sur l'activité économique. Il faut donc développer la « stratégie » de sorte à garantir la croissance et la réalisation d'un projet politique des plus ambitieux : placer le Liban sur les rails d'un pays avancé.

La voie du progrès économique

À un niveau plus élémentaire il faut considérer un programme technique où les éléments requièrent plus d'affinité et de coordination pour développer le circuit économique et assurer la croissance.

Accélération de l'emploi

1 - Le Liban a souffert longtemps d'un sous-emploi caractérisé qui a bridé son développement et permis l'éclatement de la crise financière. Pendant deux décennies le commerce extérieur connaissait un déficit de 80% et le taux d'intérêt servi sur le dollar dans les pays dépassait de 6% le taux international.

- Le déficit qui indique l'importation excédentaire se traduit par des pertes d'emploi ;
- Le taux d'intérêt excessif indique la carence d'une compensation au niveau du compte courant et une compensation artificielle au niveau de la balance des paiements.

L'emploi est aujourd'hui le problème majeur du pays : le chômage atteint 30% le sous-emploi 20% la population active est tombée à 43% pour un benchmark de 65%. Tous les indicateurs disent que la machine peut produire beaucoup plus si une gestion appropriée du commerce extérieur ramenait l'équilibre.

Restauration de l'épargne

2 – Les dépôts bancaires doivent trouver une solution rapide et adéquate car ils constituent principalement l'épargne des citoyens. Si les titulaires perdaient espoir de les recouvrir leur priorité serait de reconstituer une épargne. En effet, si les théories divergent sur la manière dont les agents disposent de leur épargne, elles s'accordent toutes sur la « propension » à épargner qui est d'autant plus grande que le pays n'offre pas suffisamment de sécurité au troisième âge.

Si l'équivoque des dépôts persiste il est aisé de comprendre que dans la disposition des fonds les citoyens doivent faire une allocation importante à la reconstitution de l'épargne. L'offre des

biens et services serait constamment supérieure à la demande et l'économie nationale se retrouverait en situation de déflation permanente pour 30 ans.

Or par leur nature essentielle (épargne) les dépôts ne seraient pas exigibles à vue ; les agents pourraient très bien s'accommoder d'un échelonnement long s'il inspire confiance et répond aux normes minimales de rentabilité.

Alignement des cours de change

3 – Le cours bancaire du dollar demeure à LL 15,000 alors que l'ensemble des cours a été indexé au cours du marché. Le Gouvernement précédent a envisagé à maintes reprises d'améliorer ce cours sans parvenir à la décision finale. La crainte était de voir rebondir l'inflation en multipliant la monnaie scripturale. Le retrait en LL demeurerait limité à LL 15 millions par mois mais la monnaie était utilisée dans les règlements plus importants au moyen du chèque et des cartes de crédit.

Les dépôts en LL ont connu à un moment un sort analogue aux dépôts en USD ; la chaîne de distribution les a refusés ou acceptés pour moitié seulement. Quelques temps plus tard les supermarchés se sont rendus compte qu'ils avaient besoin de plus de LL qu'ils n'obtenaient à leurs caisses et devaient changer des dollars laissant une commission de change. Ils se sont remis à accepter les cartes de crédit et en faisaient au début un argument promotionnel. La distinction entre LL cash et LL en dépôt établie par la BDL et les banques à grande difficulté s'est avérée inutile et a pratiquement disparu. Quoique largement dépréciée la LL est redevenue une monnaie.

L'alignement du dollar en dépôt à son cours du marché présente un risque beaucoup moindre que le tort subi par le gel des dépôts et surtout leur attribution d'un cours fictif ; d'ailleurs aucun progrès économique n'est possible avant l'alignement des cours. Le dollar en dépôt regagnerait immédiatement une caractéristique fondamentale de la monnaie « un étalon de valeur ».

Conclusion

L'accélération de l'emploi par une politique du commerce extérieur indexée à la politique de production ; la mobilisation même à terme des dépôts ; et l'alignement des cours de change sont les vecteurs nécessaires de la stratégie qui peut assurer la croissance indispensable à la réalisation du programme du Gouvernement.

على هامش البرنامج الحكومي

توفر الحكومة الحالية الاطار المثالي للعمل المتعمق الرامي إلى إصلاح البلاد وإعادتها إلى مسار قيم الحرية والكرامة التي لطالما اتسم بها مواطنيها. هذه الحكومة تجمع المهارات وهدفها الأول إعادة بناء المناطق المتضررة دون تمييز.

يتطرق البرنامج الحكومي الى تجاوزات لبنان في ما يتعلق بمعايير الدولة الحديثة المرتبطة بالقيم الإنسانية والحريات الأساسية. وعلى وجوب اعادة اكتشاف خصائص الدولة ذات السيادة التي تحترم نفسها ومواطنيها، وتحمي أراضيها، وتفي بالتزاماتها، وتتكامل مع الدول العربية، وتفتتح على العالم.

ان إعادة هيكلة الإدارة العامة حاجة ملحة، وكذلك ملء الشواغر. كما إعادة التعليم إلى مجده السابق، وتأمين الحماية الاجتماعية لجميع المواطنين، وتحسين نظام الصحة العامة، وضمان استقلال القضاء .

على الصعيد الاقتصادي، يتعلق الأمر بإنعاش النمو من خلال دعم القطاعات الإنتاجية وفق استراتيجية تتكون من: تحسين البنية التحتية للنقل والطرق والموانئ وتحديث الاتصالات، تعزيز الصناعة والصادرات، زيادة الأراضي المزروعة وتحديث المحاصيل ، حماية البيئة والموارد الطبيعية.

يبدو أن هناك ثلاثة شروط لنجاح هذا البرنامج، اثنان منهما محقق:

(1) إذا كانت هناك حكومة قادرة على تنفيذ هذا البرنامج، فهي هذه الحكومة. لم يحدث ذلك بالصدفة ، كما قد يظن المرء. ولا بالضغط الأجنبي كما يعتقد الكثيرون. ولكن من خلال ظاهرة معروفة في "الإدارة العامة" مستوحاة من لعبة "Othello" اليابانية ، حيث بعد صراع شرس ، يحول أحد الخصوم للعبة لصالحه ، ويمكن أن تصبح اللوحة ذات الأغلبية السوداء القوية بيضاء فجأة.

(2) إن انتخاب رئيس مجلس الوزراء، إذا أريد للتعبير عن أي شيء ملموس، هو أن المجتمع اللبناني، التقليدي في تفضيلاته، قد غير مساره. من الواضح أن الأمر استغرق محفزاً. كانت مجموعة النواب المستقلين هي التي لعبت هذا الدور ، الذي ضخّمته المعارضة ، لدرجة تشكيل موجة عارمة تناقضت مع جميع التوقعات. لكنها شكلت ببساطة "الرغبة الضمنية" لغالبية المواطنين.

(3) الشرط الثالث يفترض تحقيق النمو. ومن الضروري إشراك القطاع الخاص، ولكن ذلك غير كاف؛ كما أن البنية التحتية تسهم بإحياء النشاط ، ولكنها من جهة غير كافية ومن جهة أخرى يجب تمويلها. وهذا يثير مشكلة الضرائب و / أو الديون. علماً ان، في فترة ما بعد الأزمة، سيكون لأي زيادة في الضرائب، وخاصة الضرائب غير المباشرة، أثر مدمر على النشاط الاقتصادي. لذلك من الضروري تطوير "الاستراتيجية" بطريقة تضمن النمو وتحقيق مشروع سياسي طموح: وضع لبنان على خطى بلد متقدم.

سبيل التقدم الاقتصادي

على المستوى الأساسي، لا بد من النظر في برنامج فني حيث تتطلب عناصره تقارباً وتنسيقاً أكبر لتطوير الدورة الاقتصادية وضمان النمو.

مضاعفة فرص العمل

1 - يعاني لبنان منذ فترة طويلة من ارتفاع ملحوظ في البطالة ، ما أدى إلى كبح تطوره وساهم باندلاع الأزمة المالية. على مدى عقدين من الزمن ، كان العجز في التجارة الخارجية بنسبة 80% وكان سعر الفائدة المدفوع على الدولار في لبنان أعلى بنسبة 6% من السعر العالمي.

- العجز الذي يشير إلى ان زيادة استيراد السلع الاستهلاكية يؤدي إلى فقدان الوظائف؛

- إن ارتفاع أسعار الفائدة يشير إلى غياب التوازن على مستوى الحساب الجاري أيضاً وتوازن مصطنع على مستوى ميزان المدفوعات

فبات التوظيف الآن المشكلة الرئيسية للبلاد: وصلت البطالة إلى 30% ، وبلغت العمالة الجزئية 20% ، وانخفض عدد السكان العاملين إلى 43% لمعيار 65% - وتفيد جميع المؤشرات أن الاقتصاد يمكن أن ينتج أكثر من ذلك بكثير إذا أعادت ادارة سليمة للتجارة الخارجية التوازن.

استعادة المدخرات

2- يجب أن يكون للودائع المصرفية حلاً سريعاً ومناسباً لأنها في الأساس مدخرات للمواطنين. إذا فقد أصحابها الأمل في استعادتها ، فستكون أولويتهم هي إعادة بناء المدخرات. وبينما تختلف النظريات حول الطريقة التي يتصرف حيالها الافراد بمدخراتهم ، فإنها تتفق جميعها على "الميل" إلى الادخار، والذي يزداد عندما لا توفر البلاد الأمان الكافي في سن الشيخوخة.

إذا استمرت المراوغة في تسديد الودائع ، فمن السهل أن نفهم أنه في ما خص التصرف في الأموال ، يجب على المواطنين تخصيص مبلغ كبير لإعادة تشكيل المدخرات. عندها سيتجاوز المعروض من السلع والخدمات الطلب باستمرار وسيجد الاقتصاد الوطني نفسه في حالة انكماش دائم لمدة 30 عاماً.

ومع ذلك ، بحكم طبيعتها الأساسية (المدخرات) ، لا تحفظ الودائع بحسابات عند الطلب بل لاجل يوازي الحاجة المرتقبة إليها. يمكن لأصحاب الودائع اختيار فترة طويلة إذا كانت المصارف توحى الثقة وتفي بالحد الأدنى من معايير الربحية .

مواعاة سعر الصرف

3 - بقي سعر الصرف المصرفي للدولار عند 15,000 ليرة لبنانية بينما تم مساواة جميع الأسعار بسعر السوق. وقد نظرت الحكومة السابقة مرارا وتكرارا في تحسين سعر الصرف للدولار المصرفي دون التوصل إلى قرار نهائي. كان الخوف هو أن مضاعفة العملة الوطنية ، وان بالحساب، سوف يعيد الوتيرة التضخمية وان ظلت عمليات السحب في الليرة اللبنانية محدودة ب 15 مليون ليرة لبنانية شهريا ، ولكن تم تسديد المبالغ الأكبر عن طريق الشيكات وبطاقات الائتمان.

في مرحلة ما ، عانت الودائع بالليرة اللبنانية مصير ودائع العملات الاجنبية اذ حجبت الاسواق عن قبول الشكات وبطاقات الائتمان، وبات التداول بالحسابات المصرفية بأسعار منخفضة طالما ثابر بقبولها بعض

الإدارات العامة. وسرعان ما أدركت محلات السوبر ماركت أنها بحاجة إلى الليرة اللبنانية أكثر مما كانت تحصلن عليه عند عمليات الدفع واضطرت إلى بيع الدولارات ، متكبدين عمولة صرف. لذا باشرت مجدداً بقبول بطاقات الائتمان التي ظهرت في البداية كحجة ترويجية. وقد ثبت أن التمييز بين النقد والودائع التي أنشأها مصرف لبنان والمصارف واجهت صعوبات كبيرة ونتائج غير مجدية واختفت عملياً من الوجود. وعلى الرغم من انخفاض قيمة الليرة اللبنانية إلى حد كبير ، فقد تميزت مجدداً بكل صفات النقد.

إن ربط الدولار المودع بسعر السوق يشكل خطراً أقل بكثير من الضرر الناجم عن تجميد الودائع، وقبل كل شيء تحديد سعر وهمي لها؛ وعلاوة على ذلك، لن يكون من الممكن تحقيق أي تقدم اقتصادي قبل تحقيق توحيد الأسعار. إن الدولار المودع سوف يستعيد على الفور إحدى السمات الأساسية للنقد: "مقياس القيمة".

استنتاج

إن زيادة العمالة من خلال سياسة التجارة الخارجية المرتبطة بسياسة الإنتاج؛ وابتكار حتى على المدى الطويل حلاً مرضاً للودائع؛ وتوحيد أسعار الصرف، هي التوجهات الضرورية للاستراتيجية التي يمكن أن تكفل النمو الضروري لتنفيذ برنامج الحكومة.

On the Margin of Lebanon's Government Program

The present Government offers the ideal structure for in-depth action aimed at reforming the country and putting it back on the path of the values of freedom and dignity that have always characterized its citizens. It brings together recognized skills that are particularly motivated towards their mission. Its first objective is to rebuild the affected regions without distinction or discrimination.

The program describes Lebanon's deviations from the standards of a modern state attached to human values and fundamental freedoms. The state must rediscover as soon as possible the characteristics of a sovereign state that respects itself and its citizens, protects its territory, honors its obligations, integrates with the Arab countries, and opens up to the world.

The restructuring of the public administration is a pressing need, as is filling vacancies, restoring education to its former glory, creating social protection for all citizens, improving the public health system, and ensuring the independence of the judiciary.

On the economic level, it is a question of reviving growth by supporting the productive sectors according to a strategy that consists of: Improving transport infrastructure such as roads, ports, and airports to modernize telecoms; promoting industry and exports; increasing cultivated land and modernizing crops; protecting the environment and natural resources.

It seems that there are three conditions for the success of this program; two are carried out ex officio:

- (1) If there is a Government capable of carrying out this program, it is this one. It did not happen by chance, as one might think; nor by foreign pressure as many think; but by a well-known phenomenon in "public management" which is inspired by the Japanese game "Othello" where after a fierce struggle one of the opponents turns the game to his advantage and the painting with a strong black majority can suddenly become white.
- (2) The election of the President of the Council, if it is to express something concrete, is that Lebanese society, conventional in its preferences, has for the most part changed course. It is obvious that it took a catalyst; it was the group of independent deputies that played this role, amplified by the opposition, to the point of forming the tidal wave that contradicted all predictions.
- (3) The third condition assumes that growth is there. It is necessary but insufficient to involve the private sector; the infrastructure is certainly favorable to the revival of activity, but it must be financed; and this raises the problem of taxes and/or debt. However, in the post-crisis period, any increase in taxation, especially indirect taxation, would have a devastating effect on economic activity. It is therefore necessary to develop a strategy that can guarantee sufficient growth for a most ambitious political project: to place Lebanon on the rails of an advanced country.

The path to economic progress

At a more basic level, a technical program must be considered where the elements require more affinity and coordination to develop the economic circuit and ensure growth.

Acceleration of employment

1 - Lebanon has long suffered from a marked underemployment which has curbed its development and allowed the outbreak of the financial crisis. For two decades, foreign trade had a deficit of 80% and the interest rate paid on the dollar in the country was 6% higher than the international rate.

- The deficit indicates the excess imports translates into job losses;
- The excessive interest rate indicates the lack of compensation at the level of the current account and an artificial compensation at the level of the balance of payments.

Employment is now the country's major problem: unemployment has reached 30%, underemployment has reached 20%, the working population has fallen to 43% for a benchmark of 65% - All indicators say that the machine can produce much more if proper management of foreign trade brings back the balance.

Restoring savings

2 – A quick and adequate solution must be found for bank deposits because they are mainly citizens' savings. If holders lose hope of recovering them, their priority would be to rebuild savings. Indeed, while theories differ on the way in which agents dispose of their savings, they all agree on the "propensity" to save, which is all the greater when the country does not offer sufficient security in old age.

If uncertainty about deposits persists, it is easy to understand that, in the disposition of funds, citizens must make a large allocation to the reconstitution of savings. The supply of goods and services would constantly exceed demand and the national economy would find itself in a situation of permanent deflation for 30 years, waving any growth.

However, by their essential nature (savings), deposits would not necessarily be at sight; agents may well be able to cope with a long latency period if the deposit inspires confidence and meets minimum profitability standards.

Exchange rate alignment

3 – The rate of the dollar in banks remains at LL 15,000 while all other rates have been indexed to the market price. The previous Government had repeatedly considered improving the rate without reaching a final decision. The fear was that inflation would rebound by multiplying scriptural money. Withdrawals in LL remained limited to LL 15 million per month, but a larger proceed can be used in settlements by cheque and credit cards.

At one point, deposits in LL suffered a similar fate to deposits in USD; the distribution chain refused or accepted only half of them. Sometime later, supermarkets realized that they needed more LL than they were getting at their checkouts and had to change dollars, leaving a foreign exchange commission. They started accepting credit cards again and at first used it as a promotional argument. The distinction between cash and deposit LL established by the BDL and

the banks in great difficulty has proved useless and has practically disappeared. Although largely depreciated, the LL has become a currency again.

Aligning the dollar on deposit with its market rate presents a much lower risk than the harm caused by freezing deposits and especially assigning them a fictitious rate; moreover, no economic progress is possible before the rates are aligned. The dollar on deposit would immediately regain a fundamental characteristic of money: "a standard of value."

Conclusion

The acceleration of employment through a foreign trade policy indexed to production policy; the mobilization even in the long term of deposits; and the alignment of exchange rates are the necessary vectors of the strategy that can ensure the growth that is essential to the implementation of the Government's program.